



PROBA DE CERTIFICACIÓN DE NIVEL AVANZADO C2

Francés

COMPRENSIÓN DE TEXTOS ORAIS

SOLUCIONARIO



TÂCHE 1 (...../7)

DOCUMENT SONORE	Ex. 0	1	2	3	4	5	6	7
LETTRE DE L'ÉNONCÉ	A	J	E	C	B	F	I	G

TÂCHE 2 (...../9)

DOCUMENT 1	
Ex. 0	<i>la rupture conventionnelle.</i>
1	<i>recours aux prud'hommes</i>
2	<i>(en) durcir les règles</i>
3	<i>le/son déficit se creuser</i>
4	<i>justifier des difficultés économiques</i>
5	<i>des indemnités moins élevées</i>
DOCUMENT 2	
6	<i>la chute des recours</i>
7	<i>le droit, le français</i>
8	<i>un plafonnement des indemnités</i>
9	<i>gentrification de la justice</i>

Les erreurs grammaticales ou orthographiques ne seront pas pénalisées dans la mesure où elles n'empêcheront pas la compréhension.

TÂCHE 3 (...../9)

ÉNONCÉ	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
LETTRE	A	C	B	A	A	B	C	B	B	A



TRANSCRIPTIONS:

TÂCHE 1

Audio 0.

Sur le net, c'est aux Baumettes, ce matin, les caméras du 19:45 et de M6 ont poussé les portes de la célèbre prison de Marseille où des détenus ont décidé de monter sur scène pour jouer *Marius*, la fameuse partie de cartes de Marcel Pagnol. Les professionnels du théâtre étaient aussi dans le public, un public amateur également dans la salle et les avis sont tous unanimes, dans le même sens : cette reprise est une véritable régalade. Un public donc conquis dont les remarques vont droites au cœur. Jamais les mêmes personnes dans le public donc les détenus sont ravis. Bravo à ces détenus des Baumettes et leur prestation sur scène. Ça se passe sur le net, et c'est à voir sur francebleu.fr !

Audio 1.

C'est un film qui est implacable, qui est glaçant. C'est, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, c'est loin d'être un film à sujet qui aurait pu être juste un film à charge, un film extrêmement manichéen. Il me semble que c'est ce que Sarah Suco évite, grâce à une finesse d'écriture, grâce à des personnages qui ne sont jamais monochromes et grâce à des propositions de mise en scène qui sont, pour moi, très très pertinentes. En deux scènes, on a un personnage principal qui est posé et ça raconte quelque chose du point de vue du regard. On se dit que tout cela est une affaire de regard, que le regard de Camille est peut-être un peu surplombant mais jamais méprisant et que le personnage a une grande acuité, une grande lucidité sur le spectacle qui se joue devant elle.

Audio 2.

L'hiver approche et les journées raccourcissent à vue d'œil. Mais un nouveau parcours nocturne illuminera les nuits de Laval avec *Illumi, Féerie des Lumières* par Cavalia. Les visiteurs découvriront huit mondes, composés de centaines de structures lumineuses : de la savane multicolore, au boulevard américain revisité en passant par les pôles lumineux. Un voyage féérique et très instagramable. Le site d'Illumi est grand comme 3 hectares: il a fallu pas moins de 2 mois à 200 employés pour connecter les 10 millions d'ampoules DEL. La technologie des ampoules DEL a été une véritable révolution dans le domaine.

Audio 3.

Certes, on a toujours montré en projection des films, des séries télévisées. Mais, quand vous abordez la réalité virtuelle, c'est pas du tout le même dispositif : ce sont des casques, ce sont des technologies de pointe, ce sont des informaticiens, ce sont des projets qui parfois nécessitent la performance d'acteurs, et donc aussi une stratégie budgétaire de dépenses qui est assez différente de ce qu'on peut faire dans les autres festivals. Pour nous, c'est vraiment un de nos chevaux de bataille, je dirais, que d'arriver à convaincre les gens que, oui, il y a un public pour cette réalité virtuelle, ces nouvelles écritures immersives, mais oui aussi, le festival ne peut pas faire des efforts tout seul. Il faut nous aider à pouvoir conserver une telle offre.

Audio 4.

Si les rebondissements de la politique en France vous intéressent, je vais vous proposer un bouquin qui va sans doute éveiller des souvenirs chez vous. Ça s'appelle *Le général a disparu*. C'est de Georges-Marc Benamou, et ça raconte, au moment de mai 68, la disparition pour de vrai du général de Gaulle. Ça allait très très mal, vous savez : la France était littéralement au bord de la révolution dans les rues, un peu partout. Et un jour, le Général de Gaulle part, on dit qu'il s'en va chez lui, à Colombey-les-Deux-Eglises, mais on se rend compte après qu'il soit parti qu'il n'est pas là, il ne s'en va pas là, on ne sait plus du tout où il est.

Audio 5.

Bonsoir, j'allais dire bienvenue à ce weekend de finale de Xamax-Lausanne. Ce soir, il y a deux événements à Lausanne : il y a le concert de l'Orchestre de Chambre de Lausanne, du côté du Métropole, et puis, il y a le match 8e de finale de la coupe Xamax-Lausanne. Et ces deux événements sont liés. Tout à l'heure, à la gare, des pelotons de la gendarmerie municipale et cantonale sécurisaient le quai 1 pour l'arrivée des supporters de Xamax, et quand il y a un train qui se déplace comme ça de Neuchâtel à Lausanne, le trafic ferroviaire est légèrement perturbé. Ce qui fait qu'il y avait un musicien important de l'Orchestre de Chambre de Lausanne qui arrivait par la même ligne qui n'est pas encore à la salle Métropole et qu'on est en train d'attendre pour le début de ce concert. Ça, c'est rigolo, parfois les concerts sont en retard parce qu'il pleut...

Audio 6.

Et malgré le fait que ce soit un film sous-titré, un film étranger, un film de genre, il réussit à engranger plus de 91 millions de dollars de recettes. Il y a plus de 1,6 million de Français qui sont allés le voir. Donc, il réussit à mélanger à la fois un film à succès d'estime, mais aussi un succès populaire, parce qu'on est dans cette famille très unie, une famille pauvre, qui veut réussir à accéder à une meilleure vie en magouillant, en faisant des petites combines. Ils réussissent à s'insinuer, à s'incruster, à parasiter la vie d'une famille riche, qui n'est pas beaucoup plus gentille non plus, et là après ça, il y a une rupture de ton totale...

Audio 7.

Justement, le 10e album, c'est un album où on vit l'instant présent, on n'est pas dans la projection, ni dans le futur, ni dans le rétroviseur non plus, parce qu'on se sert du passé pour avancer dans le présent, pour avancer dans le futur immédiat qui est notre tournée. Je pense que c'est un honneur d'être appelé pionnier. Pour moi, c'est un beau mot pionnier, c'est la vérité. On a commencé à faire des...du rap en 84, et il n'y avait pas beaucoup de groupes de rap à l'époque et puis, on a continué, on a sorti le premier disque en 88 à New-York et ça s'est prolongé.

Sources: www.rts.ch, www.ici.radio-canada.ca, www.francebleu.fr
Textes adaptés pour cette épreuve

TÂCHE 2

Document 1

Créée il y a dix ans, la rupture conventionnelle est un véritable succès. En 2018, on a enregistré près de 440 000 ruptures conventionnelles, ce qui fait plus de 36 000 par mois. Alors, plusieurs explications... Lorsque employeur et salarié se mettent d'accord pour rompre le contrat de travail par ce dispositif, et bien, c'est a priori gagnant gagnant pour les deux parties, parce que le salarié touche ses indemnités de rupture de contrat, mais surtout, contrairement à la démission, il peut bénéficier des allocations-chômage s'il a, évidemment, suffisamment cotisé. L'employeur, lui, limite les risques de recours devant les prud'hommes car la rupture conventionnelle est basée sur le volontariat. Et les ruptures sont avalisées par le ministère du Travail. L'idée est, évidemment, d'éviter des ruptures déguisées, c'est-à-dire des ruptures forcées, subies, ce qui peut arriver.

Sylvain Maillard, député de La République en Marche, membre de la commission des Affaires Sociales et chef d'entreprise, est en croisade contre ce dispositif. Il veut en durcir les règles. D'après lui, ce système est aujourd'hui totalement dévoyé parce que, comme les salariés bénéficient automatiquement des allocations-chômage, et bien, ça les incite à quitter leur emploi. Et puis ensuite, ils ont beaucoup de mal à retrouver un job.

Selon Sylvain Maillard, les ruptures conventionnelles, ça prive aussi les entreprises de compétences. Ça creuse encore le déficit de l'assurance-chômage. Sylvain Maillard incite les députés de la majorité à se saisir du sujet, lorsque la réforme de l'assurance-chômage arrivera au Parlement. Alors, ça n'est pas tout de suite, car, pour le moment, on en est au stade où [les partenaires sociaux négocient](#) et la rupture conventionnelle ne fait pas du tout partie de la discussion.

Les RCC sont plus souples qu'un plan social classique puisqu'elles permettent à l'employeur de faciliter des départs volontaires de salariés sans avoir besoin de justifier des difficultés économiques comme auparavant.

Mais là aussi, normalement, la rupture repose sur le volontariat. Un an après sa création, une soixantaine d'entreprises ont déjà eu recours à ces RCC ou sont en train d'en négocier. On pense à PSA, la Société Générale, Sanofi. Mais les syndicats sont assez réticents parce qu'en général, les indemnités sont nettement moins élevées que dans le cadre d'un plan social classique.

Document 2

C'est un chiffre facile à retenir : sur dix ans, entre 2009 et 2018, c'est simple, le nombre de recours aux prud'hommes a été divisé par deux. C'est une chercheuse du CNRS qui a travaillé pour le compte du ministère de la Justice qui vient de le mettre en lumière. Et depuis trois ans, la chute s'accélère. Pourquoi? Avant 2016, on pouvait mettre ça sur le compte de [la rupture conventionnelle](#), qui permet de se séparer sans conflit et sans passer par le juge. Mais depuis ? Eh bien, deux raisons.

La première et de loin la plus importante en nombre, c'est la réforme de la procédure pour saisir les prud'hommes. Il y aurait bien un "effet CERFA", du nom du formulaire administratif de plusieurs pages qu'il faut désormais remplir, alors qu'avant une simple



demande sur papier libre suffisait. Depuis 2016, il faut réunir des informations sur les deux parties, détailler les motifs du recours. Résultat, des populations peu à l'aise avec le droit, les formulaires administratifs, ou tout simplement le français, ont renoncé. Moins d'ouvriers, par exemple, dans ceux qui saisissent les prud'hommes.

La deuxième raison, c'est le plafonnement des indemnités en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Les juges appliquent désormais un barème, même s'il y a une fronde depuis quelques mois qui le conteste, ce barème, mais ça ne concerne que très peu d'affaires. Pourquoi saisir les juges, se lancer dans une procédure qui va prendre un an et demi – le délai moyen est désormais de 16,6 mois, en très légère baisse au premier semestre de cette année – pourquoi donc aller aux prud'hommes si on peut obtenir la même somme via une rupture à l'amiable ?

Les seniors et les cadres n'y ont pas renoncé, d'abord parce qu'ils ont les moyens de se payer un avocat. Et puis parce qu'ils ont plus à gagner. Le nombre d'années d'ancienneté augmente les indemnités que vous allez pouvoir percevoir. Et enfin parce qu'ils ont plus de temps. Un trentenaire n'aura souvent pas le temps d'attendre les résultats d'une procédure longue. Un cadre proche de la retraite, avec peu d'espoir de retrouver du travail, voudra aller jusqu'au bout. Ce qui fait dire à Evelyne Serverin, chercheuse du CNRS, qu'il y a bien une "gentrification" de cette justice du travail, autrefois populaire, et qui fait dire aux avocats qu'il y a désormais moins de demandes fantaisistes, avec des sommes astronomiques. Les prud'hommes ont bel et bien changé d'époque.

Source: www.francetvinfo.fr
Textes adaptés pour cette épreuve

TÂCHE 3

- Bonjour à toutes et à tous ! De 1963 à 1982, au moins 2150 enfants ont été arrachés de leur terre natale, l'île de la Réunion, pour venir repeupler des départements métropolitains dont, majoritairement, celui de la Creuse. Une émigration forcée, un déplacement terrifiant de mineurs dont des bébés de 3 mois, parfois, un déracinement voire une déportation organisée par l'État français. Cet épisode sombre de notre histoire, connu sous le nom de l'affaire des enfants réunionnais de la Creuse, est resté des décennies dans l'ombre. Mais, ces derniers temps, les témoignages se sont multipliés, les lèvres se sont déliées et, le 18 février 2014, l'Assemblée Nationale a reconnu la responsabilité morale de l'État français envers ces pupilles de la nation.

- Bonjour Jean-François Samlong!

- Bonjour!

- Vous êtes né à la Réunion. Est-ce que vous vous souvenez comment vous avez appris l'histoire des enfants de la Creuse?

- Eh bien, déjà j'ai appris par les journaux qui commençaient à en parler. Mais, en fait, le déclic, si vous voulez, qui m'a poussé à écrire ce roman "Un soleil en exil", c'est que lors d'un dîner avec mes sœurs dans le Sud de l'île, au Tampon, ma sœur aînée me regarde droit dans les yeux et me dit: "*toi aussi tu aurais pu être un enfant de la Creuse*". Alors, le choc bien sûr parmi la famille, et puis en remontant dans mon enfance, puisque j'ai été abandonné par ma mère et élevé par mes grands-parents, et les grands-parents à l'époque laissaient faire les petits-enfants qu'ils adoraient, et donc ça a été la promenade sur le bord de mer, la rivière, les champs de canne, la



cascade, etc... et, effectivement, la voiture rouge qu'on appelle à la Réunion aurait pu passer et m'embarquer, me mettre dans un avion et m'expédier dans la Creuse.

- Oui, parce que vous aviez 14 ans donc ...

- Oui, j'avais 13 ans, 14 ans comme mes petits copains, bien voilà, à traîner un peu partout à la campagne. Et donc, à ce moment-là, on aurait pu tomber sur le coup, de ce qu'on appelle une rafle, séquestration et puis déportation dans les jours qui suivent.

- Il faut dire que la Réunion a connu un certain nombre de cyclones, donc des problèmes économiques qui faisaient qu'il y avait une grande misère sur l'île. Donc, un député a décidé que, pour sortir ces enfants de la misère, on allait les prendre et les transplanter en France, dans la Creuse et alentours, puisque c'était des régions qui étaient dépeuplées. Il y avait eu un exode rural, donc on allait faire revivre ces régions et, en fait, tout ça n'était qu'un vaste mensonge.

- Un terrible mensonge, si je puis dire. C'est vrai qu'au sortir de la départementalisation de 1946 et au sortir de la seconde guerre mondiale, l'île de la Réunion se trouve dans une situation sociale périlleuse et puis, en même temps, on a une natalité bondissante. Donc, en zone rurale française métropolitaine, si vous voulez, on a des régions dépeuplées, comme la Creuse et, à la Réunion, on a une île surpeuplée et là, les hommes politiques, ils se sont dit peut-être qu'on peut..., qu'il y a un échange à faire. Le problème, c'est qu'on a promis aux familles les plus miséreuses des promesses effarantes, leur disant: *vos enfants, s'ils partent, ils deviendront instituteur, professeur, médecin, avocat*, etc... ce qui a été le leurre le plus horrible. Alors, imaginez ces enfants 6, 7, 8, 9 10, 18 ans -qu'importe l'âge- quasiment analphabètes qui ne parlent que le créole et non pas le français. Donc, ils vont se retrouver ici avec la barrière de la langue et avec la couleur de leur peau, bon les Réunionnais d'origine africaine. Ils vont rencontrer le racisme et, surtout, par rapport aux paysans de la Creuse, ils vont connaître les abus les plus inimaginables. Si vous voulez, travailler dans les champs, sur le toit de la maison en hiver, à dormir avec les bêtes dans la grange et non pas avec le paysan dans la maison. Alors, quand on me parle d'une formation, je ris, mais je ris avec beaucoup de douleur. Je me dis, où est la formation quand, en face, il y a déjà le mépris de l'autre? En fait, les paysans du coin, que ce soit la Creuse, le Gers, le Tarn, Lozère, Corrèze, etc... en fait, c'était une manne tombée du ciel. Puisqu'à la fin du mois, ils recevaient des indemnités de la part de la DDASS de ces départements-là et ne voyaient pas plus loin. On demande aujourd'hui quoi? On demande la mise en place de cellules d'écoutes, psychologiques aux quatre coins de l'île, pour que quand ces ex-mineurs de la Creuse arrivent, eh bien qu'ils aient quelqu'un en face d'eux pour leur expliquer, peut-être il faut faire un travail sur soi, déjà dire tout ce qu'ils ont à dire librement, sans qu'on ait à les juger, sans qu'on ait à les rendre responsables de quoi que ce soit. Moi, je leur dis: *Vous n'avez pas à avoir honte de votre histoire, votre histoire, on vous l'a imposée, à aucun moment on ne vous a demandé votre avis, par conséquent la culpabilité, elle est du côté de l'Etat français*. A la Réunion, les Réunionnais préfèrent ne plus entendre parler de cette affaire. C'est dramatique, mais c'est comme ça! Les hommes politiques, encore moins! Et c'est là où, nous, écrivains et intellectuels, on a à se battre auprès, aux côtés de ces ex-mineurs de la Creuse pour qu'ils puissent faire entendre leur voix.

Source: www.rfi.fr
Textes adaptés pour cette épreuve